5 POUR questions COMPRENDRE

L'INFLATION DANS **NOS ASSIETTES**

FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME

INFLATION DANS NOS ASSIETTES : DEVENEZ INCOLLABLE SUR LE SUJET

Dérèglement climatique, crise du Covid, guerre en Ukraine, spéculation… Les prix de notre alimentation ont grimpé de 13 % en 2023[1]. Et cela n'est qu'un début : si rien n'est fait, **cette année vos courses pourraient coûter 790 euros plus cher qu'en 2021**[2]…

Dans ce contexte, certaines voix s'élèvent en faveur de l'agriculture intensive, expliquant qu'elle est le seul moyen pour nourrir le monde à bas coût. Qu'en est-il vraiment ? **L'agriculture intensive est-elle la solution pour nourrir le monde ou est-elle au contraire la principale cause de la crise alimentaire que nous traversons ?** L'agroécologie peut-elle nous sortir de l'impasse ? Parce que comprendre les enjeux est le premier pas pour agir, vous trouverez dans ce livret un panorama chiffré des problématiques directement liées à notre assiette et les réponses à 5 grandes questions d'actualité.

Ce livret est extrait d'une publication réalisée par la Fondation pour la Nature et l'Homme et Greenpeace, les Amis de la Terre, le CCFD-Terre Solidaire, Action contre la Faim et la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique.

Que se passe t-il dans notre assiette ?

Les prix de l'alimentation ont explosé

En France :

+ 12 %
Légumes frais

+ 15 %
Viande

+ 13,4 %
Pain et céréales

+ 19 %
Oeufs, lait, fromage

+ 13,3 % EN 1 AN

(Chiffres INSEE - prix de janvier 2023)

La précarité alimentaire s'installe

1 personne sur 3 était en insécurité alimentaire en 2020 dans le monde [3]

5 à 7 millions

de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire en France en 2020 [4]

56 %

des étudiants en France déclarent ne pas manger à leur faim [5]

Les agriculteurs s'appauvrissent et les richesses se concentrent

50 %

des personnes en insécurité alimentaire dans le monde sont des paysannes ou des paysans[6]

38 %

des agriculteurs en France gagnent moins de la moitié du SMIC[7]

4

multinationales se partagent entre 70 et 90% des échanges mondiaux de céréales[8]

Le système actuel détruit la planète et le vivant

L'agriculture et l'élevage c'est :

24 % des émissions de gaz à effet de serre en France (méthane, protoxyde d'azote, dioxyde de carbone), dont les 2/3 sont liés à la production de produits animaux[9]

40 %

des pollinisateurs invertébrés sont en voie de disparition. Une des principales causes: les pesticides[10]

+ 15 %

De pesticides ont été utilisés entre 2009 et 2019 en France. Notre objectif est pourtant de -50% en 2025[11]

1

QUELLES SONT LES VRAIES RAISONS DE L'INFLATION ?

Un contexte qui a fortement perturbé les marchés

La spéculation financière sur les marchés internationaux

8 transactions sur 10 étaient spéculatives à la Bourse de Paris en juin 2022

La hausse du prix de l'énergie

+ 18 % entre janvier 2021 et juin 2022

Un contexte qui a fortement perturbé les marchés

Il y a un an, la Russie attaquait l'Ukraine. Conséquence : **des stocks de blé, de sucre, de viande et d'autres denrées alimentaires bloqués dans les deux pays.** De leur côté, d'autres pays comme l'Algérie, le Bénin ou l'Inde, bloquent leurs exportations pour assurer la sécurité alimentaire de leur population. Dans ce contexte d'incertitudes, les transactions se sont multipliées de façon non-coordonnée, ce qui a créé un emballement des marchés financiers : en seulement 9 jours, le prix du blé a bondi de + 54 % avant de retomber presque aussi vite, tout en restant élevé [12].

À ce contexte géopolitique sans précédent viennent s'ajouter les effets résiduels liés à la crise du Covid (hausse des prix et perte de revenus des ménages), la grippe aviaire et les conséquences du dérèglement climatique sur les récoltes.

Des prix de l'énergie qui flambent

Si la hausse des prix de l'énergie a débuté dès 2021, elle a été renforcée par la guerre en Ukraine, car la Russie est l'un des principaux pays exportateurs de pétrole et de gaz. Cela impacte le secteur agricole européen, car **nous sommes dépendants du gaz russe pour fabriquer des engrais azotés et pour chauffer les bâtiments d'élevages** de porcs et de volailles. Nous sommes également dépendants du pétrole pour faire fonctionner les machines agricoles.

Les coûts de production des denrées agricoles ont ainsi fortement augmenté. En particulier, les engrais azotés (largement utilisés en France dans l'agriculture conventionnelle) qui ont vu leur prix multiplier par 3 à 4 entre janvier 2021 et mars 2022.

Une spéculation financière féroce qui n’est pas régulée

Le déclenchement de cette guerre a eu un effet d’aubaine pour certains : la spéculation sur les marchés a fait augmenter les cours des prix du blé et du maïs. Ainsi, **en juin 2022, 8 transactions sur 10 étaient spéculatives sur la Bourse de Paris** (selon le CCFD-Terre Solidaire).

Pour certains experts, **cette spéculation compterait pour près de 40 % dans la hausse des prix des matières premières**… La tonne de blé est ainsi passée de 200 euros au début du conflit à 438 euros le 16 mai 2022 !

Les principaux acteurs impliqués dans la production agricole font des « superprofits ». Par exemple, le numéro 1 mondial du négoce agricole (Cargill) et Total Energies ont respectivement vu leurs bénéfices augmenter de 35 % et 90 % entre 2021 et 2022. De même, certaines multinationales productrices d’engrais azotés réalisent d’importants bénéfices, à l’instar de Yara, multinationale norvégienne très implantée en Europe, qui enregistre une hausse de 75 % de ses bénéfices.

Le revers de la médaille : une forte hausse des coûts de production pour les agriculteurs, une forte augmentation de l’insécurité alimentaire dans le monde[13] et une aggravation de la précarité en France.

2

Nous produisons suffisamment au niveau mondial

Moins de la moitié de ce que nous produisons (calories) va à l'alimentation humaine

L'EUROPE DOIT-ELLE PRODUIRE PLUS POUR PRÉVENIR LES PÉNURIES ?

Les blocages des stocks russes et ukrainiens ne sont pas le principal risque pour la sécurité alimentaire

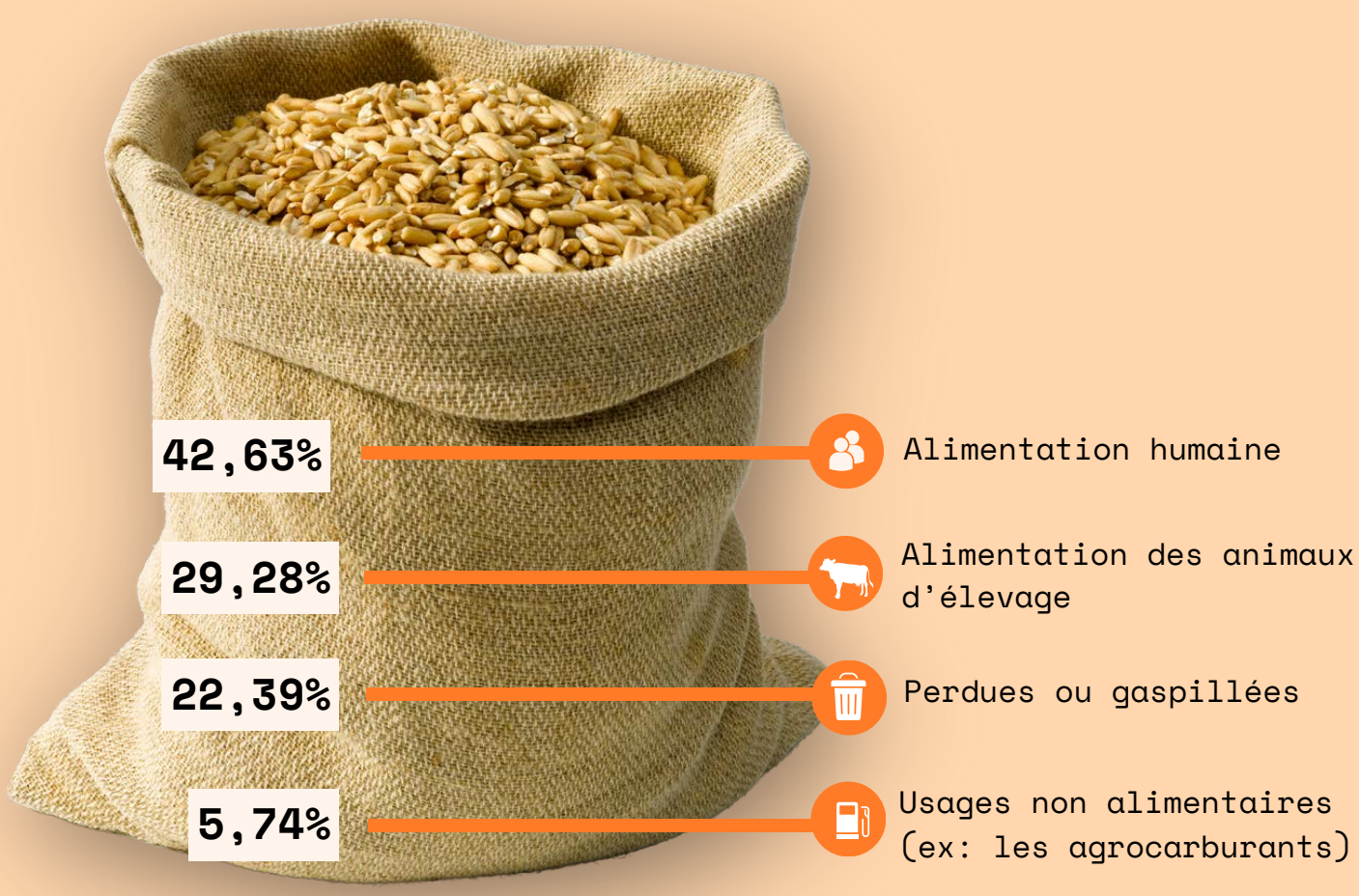
On pourrait changer certains usages (alimentation animale, biocarburants...) et privilégier l'alimentation de la population.

Nous produisons suffisamment de calories au niveau mondial

Si la guerre en Ukraine et les différents aléas climatiques qui ont eu lieu en 2022 ont bien provoqué **une diminution de la production de céréales, elle n'est que de 3 %**.

Aujourd'hui, nous produisons suffisamment de nourriture au niveau mondial. Alors qu'**il faut en moyenne entre 1 800 et 2 600 calories par jour et par personne pour mener une vie saine et active**, **nous cultivons l'équivalent de 5 935 calories** par personne et par jour, dont 2 530 (42,63 %) seulement sont dédiées à l'alimentation humaine[14].

À quoi sont destinées les calories que nous produisons ?



[14] Source

La principale cause de l'insécurité alimentaire est la hausse des prix et non pas le blocage des stocks

Il faut savoir que si 23 % des exportations mondiales de blé viennent de la Russie et de l'Ukraine, **celles-ci ne représentent que 7 % de la consommation alimentaire humaine mondiale.**

Cependant, il est vrai que certains pays (du Maghreb et du pourtour méditerranéen notamment) particulièrement dépendants des importations russes et ukrainiennes ont été affectés à court-terme par le blocage des stocks (jusqu'à ce qu'ils achètent du blé à d'autres pays). Si sortir de cette dépendance demande un certain délai (pour diversifier les approvisionnements, se tourner vers d'autres céréales et légumineuses pour se nourrir, développer une agriculture locale, etc…), des stocks de céréales publics et privés pourraient être mobilisés jusqu'à ce qu'ils puissent acheter du blé à d'autres pays. Certains usages à destination de l'alimentation animale ou des biocarburants pourraient aussi être revus, pour privilégier l'alimentation de la population.

En conclusion, pour la plupart des pays, **la principale menace pour la sécurité alimentaire n'est donc pas un manque de stocks, mais bien l'inflation :** le 8 avril 2022, la FAO a enregistré pour la 3e fois consécutive un indice record des prix des denrées alimentaires, avec une hausse de 34 % par rapport à l'année précédente [15].

Cette flambée des prix a rendu inaccessible l'alimentation pour les populations les plus précaires, qui ne peuvent pas se nourrir en quantité et qualité suffisantes.

3

NON
notre modèle agricole dominant
(agriculture conventionnelle)
est dépendant de l'extérieur

L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE EN FRANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Nous importons une partie de notre nourriture et celle de nos animaux

Nous dépendons des engrais et pesticides de synthèse, donc des énergies fossiles

Nous dépendons de l'importation d'énergies fossiles pour produire nos aliments

La France est le pays européen le plus consommateur d'engrais azotés, or, elle importe 60 % des engrais qu'elle utilise ! Pour fabriquer les 40 % restants, non seulement elle importe 95 % des minéraux nécessaires [16], mais aussi du gaz.

Par ailleurs, la France est au 9e rang européen des pays qui consommaient le plus de pesticides en 2018[17], **mais nous devons importer du pétrole pour les fabriquer !**

Enfin, **nous dépendons des importations de gaz pour chauffer les serres et les bâtiments d'élevages intensifs** de porcs et de volaille, ainsi que de pétrole pour faire fonctionner les machines agricoles…

Nous importons une partie de notre nourriture et celle de nos animaux

La France importe 20 % de son alimentation et plus particulièrement :

- **50 %** des fruits et légumes qu'elle consomme.
- **1/3** de la volaille et ¼ du porc.
- **2/3** des légumineuses consommées pour l'alimentation humaine. Elles sont pourtant un aliment essentiel pour notre transition alimentaire car elles sont riches en fibres (qui nous protègent des maladies chroniques) et ont un grand intérêt environnemental puisqu'elles fonctionnent comme engrais naturel (elles fixent l'azote de l'air dans le sol, remplaçant ainsi les engrais azotés). Elles favorisent aussi le stockage de CO2.

Par ailleurs, elle importe **50 %** des matières riches en protéines nécessaires à l'alimentation des animaux (tourteaux de soja, de colza ou de tournesol…). Elle importe notamment 3,5 millions de tonnes de soja chaque année pour nourrir ses animaux d'élevage[18], soit plus de 1 850 terrains de foot ! Cela entraîne un autre problème : ce soja vient majoritairement de terres déforestées en Amérique du Sud.

4

Produire moins de viande
et de meilleure qualité

l'élevage représente
80% des gaz à effet de
serre de l'agriculture

QUELLES SOLUTIONS POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET RÉSILIENTE ?

Miser sur l'agroécologie
pour réduire notre
utilisation de pesticides
et d'engrais de synthèse

Produire moins et mieux de viande (et de produits laitiers)

C'est l'une des conditions pour :

- **une agriculture plus respectueuse du climat :** il est essentiel de réduire de moitié la consommation de produits animaux pour respecter nos objectifs climatiques (aujourd'hui, l'élevage représente 80 % des gaz à effet de serre de l'agriculture[19]).
- **plus d'autonomie alimentaire :** pour nourrir nos animaux, nous avons besoin d'importer des céréales et de dédier une grande partie de nos surfaces agricoles pour produire leur alimentation (64 % de la surface agricole utile en France [20]), plutôt que la nôtre ! Conséquence : nous nous retrouvons à importer certaines denrées destinées à l'alimentation humaine, pour lesquelles nous ne sommes pas autosuffisants (les légumes secs par exemple).
- **des élevages plus écologiques :** exploitations de plus petite taille, produisant elles-mêmes la nourriture de leurs animaux (qui pâturent et/ou ont accès à l'extérieur), réparties sur tout le territoire (ce qui évite la concentration des pollutions) et développant des complémentarités avec d'autres cultures. Ce type d'élevage permet de maintenir les prairies qui stockent du carbone et compense en partie leurs émissions de méthane. Ils sont aussi des réservoirs de biodiversité et entretiennent des paysages ouverts.

La FNH agit pour concilier le moins et mieux de viande

Comment réduire notre production de viande et de produits laitiers sans mettre en danger l'élevage français, déjà en difficulté ? Comment assurer un renouvellement des générations sur des modèles d'élevages durables ? Ce sont ces questions sur lesquelles travaillent nos experts et qui feront l'objet courant 2023 d'un rapport et de propositions à destination de nos décideurs.

En savoir plus

Miser sur l'agroécologie pour réduire notre utilisation de pesticides et d'engrais de synthèse

Nous l'avons vu, avoir recours aux intrants chimiques de synthèse nous rend dépendants des énergies fossiles. Par ailleurs, ils représentent l'une des principales causes de la disparition des abeilles et autres insectes pollinisateurs, pourtant essentiels à la production de 75 % de notre alimentation[21]. **Une agriculture indépendante et résiliente c'est aussi une agriculture qui préserve notre biodiversité !**

Mais est-ce possible de nourrir le monde sans pesticides ? De nombreuses études scientifiques démontrent que oui, à trois conditions : lutter contre le gaspillage alimentaire, réduire de moitié notre consommation de viande et de produits laitiers, revoir le modèle agricole actuel (exploitations très spécialisées), en préférant des fermes de plus petite taille et en développant des élevages autonomes en alimentation animale.

Enfin, n'oublions pas que **si l'agriculture est l'un des secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre, c'est aussi l'un des plus touchés par les impacts du dérèglement climatique**. Or, non seulement l'agroécologie est plus résiliente face aux événements climatiques extrêmes (cultures diversifiées, capacité à retenir l'eau dans les sols, présence d'ombre grâce aux haies et aux arbres plantés proches des cultures, etc.), mais en plus elle est moins émettrice de gaz à effet de serre (elle n'utilise pas d'engrais de synthèse notamment).

5

Mettre en place des financements réellement efficaces pour aider les agriculteurs à sortir des pesticides

Seul 1% des financements a des effets avérés sur la réduction de l'utilisation de pesticides

COMMENT AIDER LES AGRICULTEURS À CHANGER DE MODÈLE ?

Mettre fin à la différence de normes entre l'Europe et le reste du monde

La France importe des produits agricoles issus d'élevages moins regardants sur les normes sanitaires ou bien cultivés avec des pesticides interdits dans l'Union européenne.

Des financements réellement efficaces pour aider les agriculteurs à sortir des pesticides

Dans notre rapport *Réduction des pesticides en France : pourquoi un tel échec ?*, nous avons dévoilé que si les acteurs agricoles et alimentaires perçoivent 23,2 milliards d'euros par an, **seul 1 % de ces financements a des effets avérés sur la réduction de l'utilisation de pesticides**[22]. Et c'est bien dommage, car plus de 60 % des exploitations pourraient changer de modèle si elles étaient vraiment accompagnées !

Alors que faire pour que ces financements soient vraiment efficaces ? À la Fondation pour la Nature et l'Homme, nous nous mobilisons pour réconcilier agriculture, biodiversité et rentabilité, grâce à plusieurs leviers :

- **La Politique Agricole Commune européenne (PAC) votée tous les 7 ans.** Nous défendons notamment une augmentation des moyens pour les agriculteurs en bio et en conversion, ou encore, une hausse des paiements aux agriculteurs pour les services environnementaux qu'ils fournissent lorsqu'ils réduisent l'usage des pesticides.
- **Le Plan stratégique national (PSN), soit la déclinaison française de la PAC.** Elle représente entre 50 et 60 % des montants qui bénéficient aux acteurs agricoles. À chaque PSN, la FNH se mobilise par exemple pour que les agriculteurs installés en bio et favorisant les systèmes de production agroécologiques soient correctement rémunérés.
- **Les financements privés (banques, coopératives agricoles...),** qui pèsent à peu près autant que les financements publics et sont actuellement davantage mobilisés par les exploitations les plus utilisatrices de pesticides.

La FNH agit pour améliorer la rémunération des agriculteurs en bio

La FNH s'est mobilisée avec le Collectif Nourrir pour rehausser les ambitions environnementales de la déclinaison française de la PAC, votée en juillet 2022. Nous avons notamment obtenu une rémunération pour les agriculteurs bio de 110€/hectare/an, contre les 82€ initialement prévus.

En savoir plus

Mettre fin à la différence de normes entre l'Europe et le reste du monde

Pour que les agriculteurs français puissent vivre de leur métier et produire notre alimentation sur des systèmes de production plus durables, **il est essentiel de limiter la concurrence déloyale avec des produits importés**. Par exemple, aujourd'hui nous importons de la bavette d'aloyau du Canada vendue jusqu'à 5 euros moins cher le kilo qu'en France[23], alors qu'elle est issue d'animaux nourris aux farines animales (interdites en Europe depuis la crise de la vache folle en 2001).

Un autre exemple : la lentille européenne est menacée par la lentille canadienne vendue moins cher, alors qu'elle est produite avec du Sencoral, un pesticide toxique pour l'environnement et la reproduction humaine.

Exiger les mêmes normes sanitaires et environnementales aux aliments importés qu'aux aliments produits en France est une priorité pour protéger nos agriculteurs et inciter d'autres pays à s'engager aussi dans la transition agroécologique.

La FNH agit pour protéger les agriculteurs européens de la concurrence déloyale

La FNH a élaboré et porté auprès des décideurs un règlement pour la mise en place de « mesures-miroirs » visant à interdire l'importation de denrées produites avec des pratiques bannies en Europe. Depuis, Emmanuel Macron s'est engagé à les porter et la Commission européenne a reconnu leur pertinence politique, ainsi que la faisabilité juridique de telles mesures.

En savoir plus

SOURCES

[1] Prix de la consommation, Insee, janvier 2023

[2] Bilan de la Consommation 2022, NielsenIG

[3] L'état de l'insécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, FAO, 2021

[4] Précarité alimentaire : quelles recette pour en sortir ? Secours Catholique, 2021

[5] Enquête annuelle sur les étudiants en situation de précarité, Cop1 Solidarités étudiantes, 2022

[6] L'état de l'insécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, FAO, 2019

[7] Un peu plus d'un indépendant sur dix gagne moins de la moitié du Smic annuel et vit sous le seuil de pauvreté, INSEE, 2022

[8] Cereal Secrets: The world's largest grain traders and global agriculture, Oxfam, 2012

[9] L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France de la production à la consommation, IDDRI, 2019

[10] Rapport, d'évaluation sur les pollinisteurs, la pollinisation et la production alimentaire, IPBES, 2018

[11] Comité d'orientation stratégique Ecophyto, novembre 2021.

[12] Another Perfect Storm ? IPES FOOD, 2022

[13] Selon l'ONU, en 2021, 320 millions de personnes concernées par un risque de famine en 2022 contre 270 millions l'année précédente.

[14] Current global food production is sufficient to meet human nutritional needs in 2050, M. Berners-Lee et al., 2018

[15] Another Perfect Storm ? IPES FOOD, 2022

[16] La France est-elle une grande puissance agricole et agroalimentaire ? Haut Commissariat au Plan, 2021

[17] Réduction des pesticides : pourquoi un tel échec ? FNH, 2021

[18] Greenpeace

[19] Réponde aux défis climatiques - Alimentation, Réseau Action Climat, 2022

[20]Quels équilibres végétal/animal en France métropolitaine, aux échelles nationale et « petite région agricole » ?, INRA, 2018

[21] Rapport, d'évaluation sur les pollinisteurs, la pollinisation et la production alimentaire, IPBES, 2018

[22] Réduction des pesticides : pourquoi un tel échec ? FNH 2021

[23] Mondialisation : comment protéger l'environnement et les agriculteurs ? FNH 2021

GLOSSAIRE

Agroécologie
L’agroécologie recouvre des pratiques agronomiques, qui se basent notamment sur l’absence d’apport d’intrants chimiques (ou en quantités suffisamment faibles pour être absorbées par les cultures), qu’elle complète par l’utilisation de connaissances sur le fonctionnement des écosystèmes. Elle prône par exemple la diversité de productions, l’optimisation des ressources et les interactions positives entre les organismes présents dans les cultures, avec une attention particulière à la matière organique des sols. L’agroécologie est aussi un mode d’organisation sociale et politique, qui promeut la souveraineté alimentaire des paysan.ne.s et des populations.

Agriculture biologique
L'agriculture biologique garantit que le mode de production est respectueux de l'environnement et comporte des critères de bien-être animal. Ce mode de production exclut les produits phytosanitaires - engrais et pesticides - ainsi que les OGM. En plus de préserver votre santé et l'environnement, l'agriculture biologique permet aux paysans de mieux vivre car leur production est plus rentable : il n'y a pas d'achat de pesticides ou d’engrais de synthèse, les coûts d'exploitation sont moins élevés et les prix de vente sont plus importants.
En savoir plus

Agriculture conventionnelle
Ce système de production agricole se base sur l'usage d'intrants chimiques (pesticides et engrais de synthèse) pour maximiser la quantité produite par rapport aux facteurs de production, qu'il s'agisse de la main d'œuvre, du sol ou des autres moyens de production (matériel, intrants divers). Elle est parfois également appelée agriculture productiviste.

Engrais azotés
Les engrais sont utilisés pour favoriser la croissance et le développement des plantes et sont de 3 types : azote, phosphate et potassium. Les engrais azotés les plus utilisés sont fabriqués à partir de l'ammoniac, obtenu par la combinaison de l'azote de l'air et de l'hydrogène, provenant du gaz naturel. 80 % du coût d’un engrais azoté est lié au gaz naturel. Par ailleurs, il existe des engrais dits naturels, comme les légumineuses ou le fumier (mélange d'excréments d’animaux et de paille).

Insécurité alimentaire
Selon la FAO, une personne en insécurité alimentaire a accès à la nourriture pour satisfaire ses besoins énergétiques, mais elle ne sait pas si cela va durer. Elles peuvent aussi être contraintes de réduire la qualité et/ou la quantité de nourriture consommée pour s'en sortir.

Pesticides de synthèse (ou produits phytosanitaires)
Le terme pesticide regroupe les insecticides, les fongicides et les herbicides. Les pesticides de synthèse sont des produits qui contiennent des molécules fabriquées ou manipulées au sein d'un laboratoire. C'est le cas par exemple du glyphosate ou des néonicotinoïdes. Au contraire, les pesticides "naturels", sont des substances qui se retrouvent exclusivement dans la nature, comme le cuivre, le soufre, les huiles, les champignons ou les bactéries. Ils sont utilisés en agriculture biologique.

Politique Agricole Commune (PAC)
Créé en 1962 l'objectif de la PAC est d'améliorer les rendements agricoles pour assurer la sécurité alimentaire de l'UE. Déclinée en Plan Stratégique National dans chaque pays, c'est la mère des politiques agricole pour trois raisons :

- elle représente des moyens conséquents : c'est le premier poste de dépense de l'UE. En France cela représente 9 milliards d'euros par an, soit presque la moitié du budget alloué aux acteurs agricoles et alimentaires.
- elle structure notre modèle agricole et alimentaire.
- les décisions qui sont prises ont un impact de long terme : elle est votée tous les 5 à 7 ans.

Sécurité alimentaire
L'accès par tous à tout moment à une alimentation suffisante pour mener une vie saine et active (définition de la FAO, l'OMS et la Banque Mondiale).

Souveraineté alimentaire
Le droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protéger et de réglementer la production et le commerce agricoles intérieurs afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, de déterminer dans quelle mesure ils veulent être autonomes et de limiter le dumping des produits sur leurs marchés (définition de Via Campesina).

FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

AGISSEZ AVEC LA FNH

VOUS AVEZ AIMÉ CE LIVRET ? PARTAGEZ-LE AVEC VOS PROCHES !

SUR WHATSAPP

SUR FACEBOOK

PAR EMAIL

ET RETROUVEZ TOUTES NOS ACTIONS SUR WWW.FNH.ORG

A l'heure où la crise écologique et climatique n'est plus à démontrer, nous œuvrons pour que les solutions conciliant les impératifs écologiques et humains se déploient dans tous les aspects de notre quotidien. Si aujourd'hui ces solutions font encore figure d'exception dans de nombreux domaines, **notre ambition est d'en faire la norme, pour nous permettre collectivement de vivre mieux, tout simplement.**

Pour y parvenir, nous démontrons qu'agir pour le climat et la biodiversité est le seul choix possible. Avec nos partenaires, notre Conseil scientifique et nos experts, n**ous identifions et levons les blocages psychologiques, économiques et sociaux qui entravent les transformations à opérer**, en proposant à celles et ceux qui ont le pouvoir d'agir -décideurs, citoyens, jeunes- des solutions crédibles et efficaces, avec la volonté de ne laisser personne de côté. L'exigence dans l'action, le dialogue avec tous et la co-construction pour réussir sont les fondamentaux de notre méthode.

CRÉÉE EN 1990, LA FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME EST RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE, APOLITIQUE ET NON CONFESSIONNELLE.